

Législatives : nouveau programme moins radical chez Les Républicains

Oublié, le projet économique porté par François Fillon pendant la campagne présidentielle.

Le nouveau programme économique des Républicains met l'accent sur le « pouvoir d'achat » et notamment celui des « classes moyennes », a martelé leur nouveau chef de file pour les législatives, François Baroin, lors de sa présentation à la presse, hier matin, au siège du parti, dans le 15^e arrondissement de Paris.

Concrètement, qu'est-ce qui change ? Le choc de compétitivité voulu par le candidat déchu est sérieusement revu à la baisse. La baisse d'impôts et de charges en faveur des entreprises est ainsi réduite de 35 à 23 milliards d'euros, dont 10 milliards pour la diminution de l'impôt sur les sociétés de 33 à 25 %, identique à celle voulue par Emmanuel Macron. Et pour cause, pour retrouver les grâces de l'électorat populaire et tenter d'obtenir une majorité absolue à l'Assemblée, Les Républicains alliés à l'UDI ont remis au placard la TVA sociale de deux points de François Fillon (de 20 à

22 %), qui devait rapporter de l'ordre de 12 à 13 milliards d'euros à l'État. Adieu, donc, la TVA sociale destinée à favoriser les exportations tout en « taxant les importations ».

Les Républicains se contentent désormais d'une baisse d'impôts sur « la production » (sur le chiffre d'affaires) et de charges patronales sur l'ensemble de l'éventail des salaires pour 13 milliards d'euros, quand le nouveau président de la République entend concentrer ses réductions sur les bas salaires uniquement. Les deux projets prévoient désormais la transformation du CICE (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) en allègement pérenne de cotisations pour les entreprises, dès 2018.

Suppression de l'ISF

Avec la suppression totale de l'ISF, maintenue dans le nouveau programme, Les Républicains portent donc à 28 milliards l'effort réalisé en faveur du système productif, contre 40 milliards pour François Fillon. Emmanuel Macron, lui, se limite à exonérer d'ISF le patrimoine

immobilier. Les deux programmes prévoient en revanche une baisse de l'imposition des revenus du capital (intérêts, dividendes, etc.) grâce à un prélèvement à taux unique de 30 %.

Le coup de pouce au pouvoir d'achat devrait également prendre la forme d'une baisse de 10 % de l'impôt sur le revenu pour toutes les tranches. Pour le reste, Les Républicains reprennent le programme de François Fillon avec l'augmentation des « petites retraites » de 300 euros par an et celles des pensions de réversion. « En face de cela, Emmanuel Macron augmente massivement les impôts. C'est une augmentation cachée, avec une hausse de la CSG de plus de 20 milliards d'euros payés directement par les retraités, les fonctionnaires et les professions libérales », a attaqué Eric Woerth, qui a travaillé à la synthèse de toutes les sensibilités des Républicains. Si le nouveau programme économique de la droite et du centre fait donc une croix sur la hausse de la TVA, resté la question de son financement. Car Les

Républicains ont aussi calé sur la réduction du nombre de fonctionnaires. Les suppressions de postes passent à 300 000 à la fin du quinquennat grâce à l'augmentation du temps de travail (avec une certaine compensation salariale), contre 500 000 pour François Fillon et 120 000 pour Emmanuel Macron.

La réforme des retraites

La grande différence dans les programmes de la droite et de La République en marche reste donc la réforme des retraites. La première veut repousser l'âge légal de départ de 62 à 65 ans (avec maintien de 67 ans pour le taux plein), le second préfère construire un système unique de retraite par points, calé sur le modèle suédois, sans toucher à l'âge de départ. Mais rien qui ne soit rédhibitoire. En cas de majorité relative à l'Assemblée pour La République en marche, nombreux sont les ténors des Républicains qui se sont dits prêts, ce mercredi, à travailler avec le président de la République.